

## Communiqué de presse

Déclaration de la Confédération des Petites et Moyennes Entreprises de Guadeloupe

Une nouvelle fois, la population guadeloupéenne et les entreprises guadeloupéennes sont prises en otage sous le prétexte de revendications sociales.

En tant qu'organisation représentant les petites et moyennes entreprises de Guadeloupe, il est de notre devoir de dénoncer cet état de fait.

Le choix de la FE-CGTG de quitter les négociations en cours avec la direction d'EDF entraînant l'arrêt d'une partie de la production d'électricité et donc des coupures, impacte fortement la vie de nos concitoyens et les entreprises guadeloupéennes qui se remettent déjà difficilement des deux années de crise sanitaire ayant entraîné une crise économique.

Depuis quelques mois, les remboursements des sommes prêtées aux entreprises par le biais du PGE ont commencé. Cela met d'ores et déjà en difficultés la trésorerie des petites et très petites entreprises.

Un arrêt de l'approvisionnement en électricité de ces mêmes entreprises les empêche de fonctionner correctement et parfois les met à l'arrêt. Ces petites et très petites entreprises n'ont pas les moyens financiers de mettre en place un secours en alimentation électrique avec des groupes électrogènes. C'est le cas de beaucoup de petits commerces par exemple. Cela entraîne une perte de clientèle, une perte de production et parfois une perte de marchandise.

Nous souhaitons que les négociations reprennent au plus vite et surtout qu'il soit mis un terme à ce chantage économique et à la prise en otage de la population et des entreprises.